



BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

Le Mauritanien Sidi Ould Tah élu nouveau président

Au terme d'un « grand oral » le mercredi 28 mai 2025, au cours duquel les candidats ont présenté leur vision, défendu leur programme et tenté de convaincre, dans un échange à bâtons rompus, les 81 gouverneurs de la Banque africaine de développement composés essentiellement des ministres des Finances des pays membres ont porté leur choix sur le Mauritanien Sidi Ould Tah. Le nouveau président de l'ins-

titution financière panafricaine a obtenu 76,18% des voix. Succédant au Nigérian Akinwumi Adesina, qui a occupé ce poste ces dix dernières années, le nouveau président est ancien directeur général de la BADEA et ex-ministre de l'Économie et des Finances de son pays.

Page 11

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

L'UDSN liée par un accord avec les universités italiennes



Séance de signature des accords/Adiac

L'université Denis-Sassou-N'Goussou (UDSN) vient de signer trois accords de coopération avec des universités italiennes portant sur différents domaines de formation parmi lesquels l'agriculture, l'intelligence artificielle et les micro-aers. Outre la leçon inaugurale sur l'avenir de la démocratie, de la voie de la liberté et la diversité par le Pr Paolo Cancelli, la signature de ces accords a été ponctuée par la remise de diplômes de docteur honoris causa.

Page 7

CRÉDIT CARBONE

Le projet de TotalEnergies à l'arrêt dans les Plateaux



Autorités congolaises et TotalEnergies au lancement de BaCaSi/Adiac

Lancé officiellement en novembre 2021 dans le département des Plateaux, le projet Batéké Carbon Sink de la compagnie française TotalEnergies est à l'arrêt depuis plusieurs semaines. Soutenu par le gouvernement congolais, ce projet planifié sur une durée de trente ans n'a pu planter que 12 % des 40 000 hectares d'arbres prévus dont 38 000 hectares destinés à devenir des puits de carbone

et 2 000 hectares réservés à des activités agro-forestières. Selon certaines sources, le personnel étranger qui opérait sur le site a déjà quitté le pays.

Page 16

FOOTBALL

La Fécofoot veut valoriser le métier d'entraîneurs

Dans le souci de valoriser les entraîneurs locaux détenteurs des licences A et B de la Confédération africaine de football exerçant pour la plupart sans contrat avec les clubs, la Fédération congolaise de football (Fécofoot) veut prioriser la formation afin d'assurer leur protection et valoriser leur métier. A l'occasion d'une rencontre, le 28 mai, avec les entraîneurs, l'instance faitière du football congolais a fustigé le manque de contrat liant les entraîneurs avec les clubs. Une attitude qui ne favorise pas leur prise en compte dans le cadre de l'aide qu'elle entend leur apporter.

Page 14

Éditorial

Croissance

Page 2

ÉDITORIAL

Croissance

Esperée, selon le Comité national économique et financier à -1,5% en 2022 contre -6,2 % en 2020, la projection de croissance économique impactée depuis 2014 par la chute du prix du baril de pétrole constitue un défi pour sortir du marasme accentué par la pandémie de covid-19.

La croissance figurant parmi les priorités des discussions entamées avec le Fonds monétaire international, dans le cadre de la Facilité élargie de crédit, son rebond, bien qu'en dessous des prévisions de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac), soit 3,7% en 2022, devrait favoriser la relance de l'activité économique.

Au plan social, cette remontée permettrait également de résoudre les problèmes sociaux de base, notamment l'aménagement urbain. Dans cette perspective, la mise en œuvre du Projet de restructuration des quartiers précaires, actuellement en cours à Brazzaville et Pointe-Noire, semble déjà donner satisfaction à la population bénéficiaire.

Sur le plan économique, cette embellie consécutive à l'adoption d'une politique budgétaire soutenue par les réformes instituées au sein de la Cémac aura un impact sur la relance du secteur privé qui, depuis la survenue de la double crise financière et sanitaire, peine encore à sortir du gouffre.

Même s'il est encore trop tôt pour confirmer ce retour de la croissance, au regard de la situation économique au niveau international, il est cependant urgent d'investir, tel qu'énoncé dans le nouveau Programme national de développement, dans les secteurs hors pétrole porteurs et capables de soutenir l'économie nationale. Une telle option sortirait le Congo de sa forte dépendance du pétrole, notamment avec la hausse constatée du prix du baril au niveau mondial.

Les Dépêches de Brazzaville

PERSPECTIVES 2026

La dynamique "CAP 21" se mobilise

A neuf mois de l'élection présidentielle de mars 2026, la dynamique «Congo avenir et perspectives pour le 21e siècle (CAP21)» que dirige Batila Mountsopa affûte déjà ses armes. Dans une déclaration publiée le 28 mai à Brazzaville, ce mouvement politique a annoncé un soutien indéfectible au futur candidat de la majorité présidentielle.

Pour l'échéance politique majeure de l'année prochaine, le CAP 21 veut voter utile, en portant son choix sur un candidat qui incarne une vision plus éclairée, capable de conduire le Congo vers un développement harmonieux mais aussi de garantir la paix dans le pays.

Pour ce faire, il a jeté son dévolu sur le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, s'il venait à déclarer sa candidature. Son président coordinateur, Batila Mountsopa, et l'ensemble de ses membres voient en président de la Ré-

publique actuel un prétendu candidat aux multiples atouts et, par conséquent, méritera son soutien inconditionnel.

« Nous, membres du CAP. 21, mouvement engagé pour le progrès et la stabilité du Congo, affirmons avec conviction notre soutien total au chef de l'Etat à l'élection de mars 2026, s'il se déclarait candidat. Sous son leadership, notre pays



Batila Mountsopa, président du CAP 21/Adiac a su franchir des étapes majeures en matière de développement et de consolidation de la paix », relève la déclaration. Au regard de tout cela, Batila Mountsopa et les membres du CAP 21 ont résolu de soutenir la continuité pour garantir un Congo stable, souverain et prospère.

Firmin Oyé

« Nous, membres du CAP. 21, mouvement engagé pour le progrès et la stabilité du Congo, affirmons avec conviction notre soutien total au chef de l'Etat à l'élection de mars 2026, s'il se déclarait candidat. Sous son leadership, notre pays a su franchir des étapes majeures en matière de développement et de consolidation de la paix »

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Roger Ngombé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossilé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/
Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Assistent à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayoulo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate

Mbenguet Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR

L'INTEGRATION REGIONALE
Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

CONSTRUCTION DU DATACENTER

La BAD s'indigne du ralentissement des travaux

Lancés l'année dernière, les travaux de construction du Datacenter national, exécutés à 80% à ce jour selon les techniciens, se sont arrêtés net. Ce blocus est imputable au non versement par le gouvernement congolais de sa quote-part, au mépris de l'engagement pris avec la Banque africaine de développement (BAD).

Alors que l'inauguration de cette infrastructure était prévue pour novembre prochain, le gouvernement risquera ne pas tenir les délais. Car, bien que suffisamment avancés, les travaux de ce chantier emblématique cofinancé par la BAD à 13 millions de dollars stagnent. Au motif que le gouvernement, malgré les engagements pris, peine à verser sa quote-part pour achever les travaux.

D'après des informations glanées à ce propos, si jamais le gouvernement ne soldait sa quote-part dans les délais, la BAD se retirer un moment pour en faire du chantier un éléphant blanc.

Lors d'un échange, le 28 mai avec le ministre de tutelle, le responsable pays de la BAD, Léon Juste Ibombo, Mohamed Koulibaly s'est indigné du retard accusé, mais espère toutefois que le gouvernement va dénouer la situation au plus vite. « Au mois de février, nous étions ici dans le cadre du suivi de l'évolution du chantier

de construction du Datacenter national, et nous voici à nouveau aujourd'hui pour discuter avec le ministre des modalités de son achèvement. Mais, nous espérons mutualiser nos efforts afin que le chantier soit achevé », a-t-il souligné à demi-mots.

Mohamed Koulibaly a, tout de même, salué des avancées accomplies par le Congo en matière de développement numérique, avec son interconnexion avec le Cameroun, la RCA et le Gabon. S'exprimant à cet effet, le ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Economie numérique a reconnu quelques difficultés rencontrées ces derniers temps dans l'exécution du projet.

« Le niveau d'exécution de ce chantier a atteint déjà 80%. Il y a eu quelques difficultés, mais nous travaillons actuellement sur l'achèvement des travaux de cette infrastructure



Le chantier du Datacenter en construction à Brazzaville/Adiac

critique et nécessaire pour la gouvernance électronique. Il s'agit aussi de renforcer la

collaboration avec la BAD », a indiqué Léon Juste Ibombo. Il a, par ailleurs, salué la bonne col-

laboration avec cette institution bancaire panafricaine.

Erigé sur l'ancien site de l'Union africaine des postes et télécommunications situé en face du camp de la milice, dans le deuxième arrondissement de Brazzaville, Bacongo, le Datacenter comprend un immeuble moderne de trois niveaux avec un sous-sol. Le bâtiment servira de siège technique du Datacenter national et permettra dorénavant au Congo de stocker, de traiter, d'y héberger l'ensemble des données numériques et applications développées sur place. L'objectif du projet est de garantir la souveraineté, la sûreté numérique et électronique du Congo et de toute la sous-région. L'immeuble comprendra des salles d'hébergement des serveurs, de contrôle, de supervision et de conférence, ainsi qu'un local technique dans lequel seront logés les équipements d'énergie et de climatisation.

Firmin Oyé

INTERVIEW

Dr Dahlia Khalifa : « La SFI a la capacité de cofinancer les PME congolaises »

La Société financière internationale (SFI), l'une des quatre filiales du groupe de la Banque mondiale (BM), vient d'ouvrir son bureau de liaison en République du Congo. Des émissaires du groupe de la BM, parmi lesquels la directrice régionale de la SFI pour l'Afrique centrale et de l'Ouest, le Dr Dahlia Khalifa, ont séjourné récemment à Brazzaville. Dans une interview exclusive avec Les Dépêches de Brazzaville, elle évoque le soutien que la SFI entend offrir au secteur privé congolais en matière de financement et de conseils.

Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.) : Quelle est la raison principale de votre visite à Brazzaville et quels objectifs spécifiques souhaitez-vous atteindre pendant votre séjour ?

Dr Dahlia Khalifa (D.Kh.) : Mon séjour au Congo s'inscrit principalement dans le cadre de la stratégie de localisation de la SFI dans le pays. J'ai eu l'honneur de rencontrer les plus hautes autorités congolaises, notamment le chef de l'État, Denis Sassou N'Guesso, ainsi que le Premier ministre et le ministre de l'Économie, du Plan et de l'Intégration régionale qui supervise également les activités de la BM au Congo. Cette mission m'a aussi permis d'échanger avec les ministres des Finances de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac), afin de revoir et de déployer une nouvelle stratégie d'accompagnement des États de la sous-région.

De plus, nous avons tenu une retraite stratégique régionale des managers du groupe de la BM pour l'Afrique centrale et de l'Ouest. L'objectif principal de cette mission est d'accélérer le déploiement de notre stratégie SFI au Congo, axée sur l'accompagnement du secteur privé.

L.D.B. : Quels secteurs d'activité estimez-vous avoir le plus fort potentiel de croissance au



Congo, et pourquoi ?

D.Kh. : Les secteurs que nous avons identifiés comme clés incluent l'énergie, l'agrobusiness, le transport et le numérique. Nous souhaitons interagir directement avec les acteurs clés de ces différents secteurs afin de déployer des approches et des projets concrets, garantissant une mise en œuvre efficace de notre stratégie. Cette approche est centrée sur la création d'emplois, essentielle pour accélérer le développement du Congo. Les secteurs retenus sont, en effet, porteurs et présentent un fort potentiel de création d'emplois, en

harmonie avec le Plan national de développement 2022-2026.

L.D.B. : Quelles sont les opportunités de financement pour les petites et moyennes entreprises (PME) congolaises à travers la SFI ?

D.Kh. : Notre stratégie est résolument axée sur la mise à disposition de financements pour les PME qui représentent 90 % des emplois dans le pays, comme cela est reconnu à l'échelle mondiale. La SFI finance les banques locales en fournissant un fonds de garantie, ce qui leur permet de soutenir

plus efficacement les PME. Nous offrons également un service visant à renforcer les compétences de ces entreprises à travers un appui bancaire et managérial. Par ailleurs, nous mettrons en place l'initiative des champions locaux qui vise à identifier les entreprises ayant un certain niveau de développement et prêtes à bénéficier d'un accompagnement de la SFI. Pour le Congo, nous avons déjà identifié plusieurs entreprises avec lesquelles nous allons collaborer dans un avenir proche, en leur offrant formation et financement pour accroître leur productivité et accélérer leur croissance.

Enfin, nous proposons un soutien direct en matière de formation pour les entreprises dirigées par des femmes, axé sur le management, la structuration financière et la gestion des ressources humaines. En somme, notre appui se concentre sur les banques, les champions locaux et les femmes entrepreneurs.

L.D.B. : Comment la SFI collabore-t-elle avec d'autres institutions financières internationales et bailleurs de fonds pour maximiser l'impact de ses projets, notamment au Congo ?

D.Kh. : La SFI a la capacité de cofinancer des projets. Lorsqu'un projet nécessite un financement conséquent, nous pouvons financer

une partie et inviter d'autres partenaires au développement à apporter l'autre partie de financement. Une autre option consiste à se concentrer sur le conseil et le soutien à la mise en œuvre du projet lorsque d'autres bailleurs de fonds disposent déjà de ressources pour le soutenir.

L.D.B. : Quels conseils donneriez-vous aux entrepreneurs congolais qui cherchent à bénéficier du soutien de la SFI ou à attirer des investissements étrangers ?

D.Kh. : Tout d'abord, il est essentiel que les entrepreneurs formalisent leur entreprise, en s'assurant d'avoir toute la documentation légale, de développer un business plan solide et de structurer correctement l'organisation sur le plan administratif. Travailler avec les banques est également crucial. Si ces conditions sont remplies, les entrepreneurs peuvent alors bénéficier de l'accompagnement de la SFI. Avec notre présence désormais au Congo, les entreprises disposant d'un business plan peuvent se rapprocher de notre bureau pour discuter avec nos experts. Lorsque la SFI accompagne une entreprise, celle-ci a également la possibilité de bénéficier du soutien d'autres bailleurs de fonds.

Propos recueillis par Fiacre Kombo

FORUM HORIZON INITIATIVE ET CRÉATIVITÉ

La 4e édition du se tiendra à Impfondo

A quelques semaines de la tenue du Forum horizon initiative et créativité, anciennement « Forum Mbongui des jeunes », prévue du 12 au 14 juin à Impfondo, chef-lieu du département de la Likouala, le comité d'organisation a été reçu par le parrain de la 4e édition, le chef d'état-major particulier du président de la République, le général de division Léonard Noël Essongo.

Conduite par la présidente du comité d'organisation de l'événement, Aline France Etokabeka, la délégation a présenté et remis au parrain les documents de base de l'édition 2025. Il s'agit, entre autres, du thème intitulé « Population de la Likouala, engageons-nous dans le développement de notre département par l'entrepreneuriat », de l'équipe d'organisation, des différents partenaires engagés ainsi que des enjeux du forum à Impfondo visant à promouvoir l'inclusion territoriale et à valoriser les potentiels locaux.

Une très belle initiative saluée par le général Léonard Noël Essongo qui pense que les organisateurs ont choisi le thème qu'il faut, car la population ne va pas s'ennuyer. « La population est prête à soutenir le projet parce que nous devons aller de l'avant. Les paradigmes sont en train d'évoluer et on ne peut pas s'en passer de l'entrepreneuriat. Les habitants de la Likouala doivent comprendre que ce n'est pas une fatalité de ne pas travailler à la Fonction publique. Aujourd'hui, l'homme



Le général Léonard Noël Essongo posant avec les membres du comité d'organisation DR

doit être maître de soi, et à partir de ce moment-là, on verra comment ils évoluent et nous sommes-là pour les encadrer. Nous allons emmener les techniciens qu'il faut, qui leur parleront et ils comprendront. Généralement, je sais faire confiance à cette population-là », a déclaré le parrain de la 4e édition du Forum horizon initiative et créativité.

Se félicitant de cette réception et des échanges avec le parrain, Aline France Etokabeka a salué l'engagement du général Essongo à accompagner la jeunesse de la Likouala afin qu'elle s'approprie l'entrepreneuriat comme base de développement. Selon elle, l'ambition est de réunir la population de la Likouala autour de ce forum qui apporte de la valeur ajoutée sur les initiatives

entrepreneuriales d'autant plus que les organisateurs ne partent pas seuls.

« Nous partons avec les partenaires qui nous accompagneront dans ce processus de pouvoir valoriser les talents au niveau du département de la Likouala et de la ville d'Impfondo. L'idée est de rassembler non pas que les jeunes mais l'ensemble

de la population de la Likouala parce que ce forum, pour cette 4e édition, a décidé de s'ouvrir à toutes les catégories de la population vulnérable. Le besoin ne se trouve pas qu'au niveau des jeunes, c'est l'ensemble de la population de notre pays et la Likouala a encore plus besoin de cet accompagnement que tout autre, vu que c'est un département qui est très éloigné de la capitale. Il a besoin d'un accompagnement pour le soutenir dans son processus de développement économique », a indiqué la présidente du comité d'organisation. Elle a estimé que ce forum vient à point nommé pour essayer d'inculquer la culture entrepreneuriale dans l'ensemble de la Likouala. Notons qu'après la tenue réussie de la 3e édition à Dolisie, chef-lieu du département du Niari, en mars dernier, le Forum horizon veut s'imposer aujourd'hui comme une plateforme de réflexion et d'action pour l'émergence d'une jeunesse créative, consciente et actrice du changement.

Parfait Wilfried Douniama

RENCONTRE DES ENTREPRENEURS FRANCOPHONES

Brazzaville va accueillir la 5e édition

Après la France, la Côte d'Ivoire, le Canada, le Maroc, c'est au tour du Congo d'abriter ce grand événement de la francophonie économique. Prévue du 26 au 28 juin prochain dans la capitale congolaise, la cinquième édition de la Rencontre des entrepreneurs francophones (REF) sera l'occasion de renforcer les liens économiques, d'explorer de nouvelles opportunités d'affaires, et de découvrir le dynamisme des économies francophones.

Placé sur le thème « Renforcer les chaînes de valeur dans l'espace francophone », l'événement est organisé par l'Alliance des patronats francophones (APF) en partenariat avec l'Union patronale et professionnelle du Congo (Unicongo). Au total, plus de 1000 participants sont attendus, notamment des investisseurs, décideurs publics-privés, les représentants des institutions en vue de débattre autour du thème central dudit événement.

Il y est prévu des tables rondes, conférences et ateliers animés par des experts reconnus. Aussi,

à travers cet événement, la REF offrira également les opportunités d'affaires, les réseautages stratégiques. En effet, chaque année, la REF Francophone rassemble des chefs d'entreprise, des institutions et des organisations patronales pour stimuler l'innovation, encourager les échanges et bâtir des partenariats économiques stratégiques au sein de la francophonie.

Premier réseau d'entreprises de l'espace francophone avec ses quarante organisations professionnelles représentatives, l'APF représente le sec-

teur privé formel dans les pays francophones. 90 % des entreprises affiliées aux membres de l'organisation sont des très petites entreprises et des petites et moyennes entreprises. Représentée dans trente-cinq pays francophones, avec une présence sur cinq continents, elle met au cœur de son action la circulation des entrepreneurs dans l'espace économique francophone, la formation des jeunes, la transition écologique et l'accompagnement des jeunes pousses (startups).

Gloria Imelda Lossele

Le grand rendez-vous économique de l'Alliance des Patronats Francophones, organisé cette année en partenariat avec Unicongo
Modalités d'inscription à venir - contacts : contact@patronats-francophones.org / secretariat@unicongo.cg

Musée
du Bassin du Congo

galerie CONGO
ARTS ET EXPRESSIONS

VISITEZ LE
MUSÉE-GALERIE
DU BASSIN DU CONGO

L'ART
dans toutes ses
expressions de la
TRADITION
MODERNITÉ

Expositions
et projections :

- Sculptures
- Peintures
- Céramiques
- Musique

DIGITALISATION

La Russie engagée à faire du Congo un modèle dans la sous-région

Une délégation russe des responsables de «Sberbank internationale» et de «l'Ecole 20» a exprimé, le 27 mai à Brazzaville, au ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Economie numérique, Léon Juste Ibombo, sa détermination à soutenir le Congo dans le développement du secteur du numérique.

La délégation russe a été conduite par l'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la Fédération de Russie au Congo, Ilias Iskandarov. Avec le ministre Léon Juste Ibombo, elle a débattu de quelques projets en vue, pour lesquels la Russie s'est engagée à financer la mise en œuvre, à travers Sberbank internationale, l'une des grandes banques de cette fédération.

Ces projets portent, entre autres, sur le renforcement de la cybersécurité et la formation des jeunes dans divers domaines du numérique liés à l'intelligence artificielle.

« Ces deux partenaires, Sberbank et l'Ecole supérieure de l'économie, ici représentés vont appuyer le Congo dans le développement du numérique. Avec le ministre, nous avons discuté des aspects plus concrets qui concernent la cybersécurité, la gouvernance numérique et la formation des jeunes afin de leur garantir des emplois. Cette rencontre donne une

nouvelle impulsion à notre partenariat bilatéral bénéfique. Tel qu'évoquer avec le ministre, la République du Congo revêt une importance capitale au niveau régional. Ce qui fera d'elle un pôle de grands enjeux au sein de cette communauté, c'est pour cela que la Russie va soutenir ces projets-là », a expliqué l'ambassadeur.

S'exprimant à cet effet, le représentant de Sberbank a assuré le gouvernement de l'engagement de cette institution à soutenir le Congo en lui octroyant des financements conséquents afin que tous ces projets soient exécutés au plus vite.

Pour sa part, le ministre Léon Juste Ibombo s'est dit honoré



du partenariat avec la Fédération de Russie dans le domaine du numérique. « Nous sommes heureux de recevoir les partenaires russes ce matin. Nous avons eu à

« Ces deux partenaires, Sberbank et l'Ecole supérieure de l'économie, ici représentés vont appuyer le Congo dans le développement du numérique. Avec le ministre, nous avons discuté des aspects plus concrets qui concernent la cybersécurité, la gouvernance numérique et la formation des jeunes afin de leur garantir des emplois. Cette rencontre donne une nouvelle impulsion à notre partenariat bilatéral bénéfique. Tel qu'évoquer avec le ministre, la République du Congo revêt une importance capitale au niveau régional. Ce qui fera d'elle un pôle de grands enjeux au sein de cette communauté, c'est pour cela que la Russie va soutenir ces projets-là »

signer deux accords avec l'Ecole 21 et avec ACC, l'un des grands centres d'études africaines de la Fédération de Russie avec l'appui de Sberbank avec qui nous sommes en train de travailler sur ce protocole d'accord. Il s'agit ici de faire monter en puissance le Centre africain de recherche en intelligence artificielle», a souligné le ministre.

Firmin Oyé

JOURNÉE MONDIALE DE L'HYGIÈNE MENSTRUUELLE

Des centaines d'élèves éduquées sur les techniques de protection

Une délégation du secrétariat permanent de la Force montante congolaise (FMC) a sillonné, le 28 mai, plusieurs collèges d'enseignement général et lycées de Brazzaville afin de sensibiliser les jeunes filles au comportement à observer afin d'avoir une bonne hygiène menstruelle.

Dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale de l'hygiène menstruelle, la FMC a mené une action sociale dans quelques établissements scolaires de Brazzaville. Partout, le message a été le même : sensibiliser les jeunes filles à l'hygiène menstruelle. Ils ont également invité ces élèves à s'identifier par le patriotisme.

« Cette campagne de sensibilisation est une manière d'éduquer les jeunes filles sur le comportement à tenir sur l'hygiène menstruelle, les conséquences de la mauvaise hygiène. Elles ont bénéficié aussi des différentes techniques pour bien se protéger pendant la période des règles. Beaucoup de jeunes filles ignorent ces détails et des petites techniques liées à l'hygiène menstruelle. Il est impossible de construire le Congo sans elles. Les menstrues ne doivent pas constituer une honte ou un



fardeau. Elles doivent prendre soin d'elles », a expliqué Rachel Kombella qui était accompagnée des autres membres du FMC dont Prince Bahamboula.

Dans tous les établissements d'enseignement général parcourus, l'équipe de sensibilisation a expliqué aux filles l'importance de l'hygiène menstruelle. Cette descente

Des élèves échangeant avec les cadres du FMC/Adiac

a débuté au CEG de la Liberté, à Talangaï, et a eu comme point de chute le lycée Thomas-Sankara après des passages par les lycées Savorgnan-de-Brazza, Mafouta et

Nganga-Edouard.

L'enthousiasme a été visible dans tous les établissements visités. Les élèves ont, par ailleurs, reçu des conseils et méthodes concernant le soin corporel avant de recevoir les serviettes hygiéniques. A en croire les initiateurs de cette campagne, ces filles ont été certifiées ambassadrices de l'hygiène dans leur établissement respectif. « J'ai salué le fait que les membres du FMC ont choisi notre école. Nous avons beaucoup appris et nous savons désormais que la question concernant les règles menstruelles ne doit pas être un tabou car c'est notre vie et notre quotidien », a déclaré Clara Ganongo, l'une des élèves sensibilisées.

Cette journée de sensibilisation s'inscrit dans le cadre du déroulement de la campagne « Je suis jeune et Congo optimiste » initiée par la FMC.

Rude Ngoma

ASSAINISSEMENT

Le Japon va fournir du matériel au Congo

En séjour de travail au Japon, le ministre de l'Assainissement urbain, du Développement local et de l'Entretien routier, Juste Désiré Mondelé, a signé le 27 mai, à Tokyo, un accord de principe d'acquisition des équipements avec Japanese international coopération système (JICS), l'agent d'achats du gouvernement japonais.

L'accord prévoit l'acquisition du matériel d'assainissement et d'entretien routier de la ville de Pointe-Noire et pourrait également s'étendre jusqu'à Brazzaville concernant l'entretien des voiries urbaines. Pour le ministre Juste Désiré Mondelé, il s'agit d'un projet concret qui permettra à la ville océane de bénéficier d'un lot de matériel d'assainissement et d'entretien des routes. « Ces engins que nous espérons arriver rapidement à Pointe-Noire vont soulager la population. Mais au-delà, nous allons aussi voir dans quelle mesure nous pourrions commander des engins auprès des sociétés Saki et Komatsu pour renforcer le parc de Brazzaville puisque la ville capitale a aussi des problèmes de logistique », a souligné le ministre en charge de l'Assainissement urbain.

Une fois acquis, ces engins permettront le ramassage des déchets et l'entretien des voiries urbaines. « Nous avons une société qui va intervenir dans le ramassage des déchets, autant en ce qui concerne l'entretien des routes. Nous avons besoin que les services municipaux soient impliqués 24h/24. Donc, cette rencontre a été nécessaire



Les deux parties pendant la réunion/DR

puisque nous a permis de renforcer notre parc technique en ce qui concerne l'entretien des routes », s'est réjoui Juste Désiré Mondelé. Il a, par ailleurs, visité les firmes Komatsu et Sakai pour se convaincre de la qualité et de la quantité des engins de génie civil qui arriveront prochainement à Pointe-Noire. Un accord de principe et une démarche positivement salués par le vice-président de JICS, Higuchi Seichi. « Nous avons discuté des problèmes de la République du Congo et nous les avons bien compris. Nous voudrions contribuer pour trouver des solutions à ces problèmes », a-t-il dit.

Le Congo invité à intégrer la plateforme ACCP

Auparavant, le ministre Juste Désiré Mondelé a été reçu le 26 mai en audience par le ministre d'Etat japonais, en charge de l'Environnement, Hiroshi Nakada. Les deux personnalités ont parlé de la coopération décentralisée entre les villes japonaises et congolaises, notamment Brazzaville et Pointe-Noire du côté congolais, Tokyo et Nord de Yokohama pour le Japon. « Nous avons jeté les bases solides d'une coopération décentralisée entre les villes du Japon et les villes congolaises. Le ministre d'Etat a invité le Congo à intégrer la Plateforme africaine des villes propres

(ACCP), un réseau de partage des connaissances et de promotion des investissements visant à atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) liés aux déchets d'ici à 2030 dans une Afrique en pleine urbanisation », a expliqué le ministre congolais.

Le Congo devrait donc faire partie de cette plateforme créée en 2017 à Maputo, au Mozambique, pour figurer parmi les pays africains qui, d'ici à 2030, réaliseront des villes propres et saines et atteindront les ODD en matière de gestion des déchets. En effet, l'ACCP est créée pour aider les pays et les villes d'Afrique à trouver leurs propres mesures et solutions pour

une gestion rationnelle des déchets et la réalisation des ODD. Hiroshi et Juste Désiré Mondelé ont, enfin, souhaité créer les possibilités de jumelage entre les villes de deux pays. « Nous sommes très satisfaits et contents de voir le progrès de cette coopération et espérons qu'au grand rendez-vous d'août, le Congo sera représenté au plus haut niveau de la coopération. C'est une occasion de plus pour dynamiser, renforcer cette coopération entre le pays du soleil levant et la République du Congo », a conclu le chef de la délégation congolaise.

Parfait Wilfried Douniama

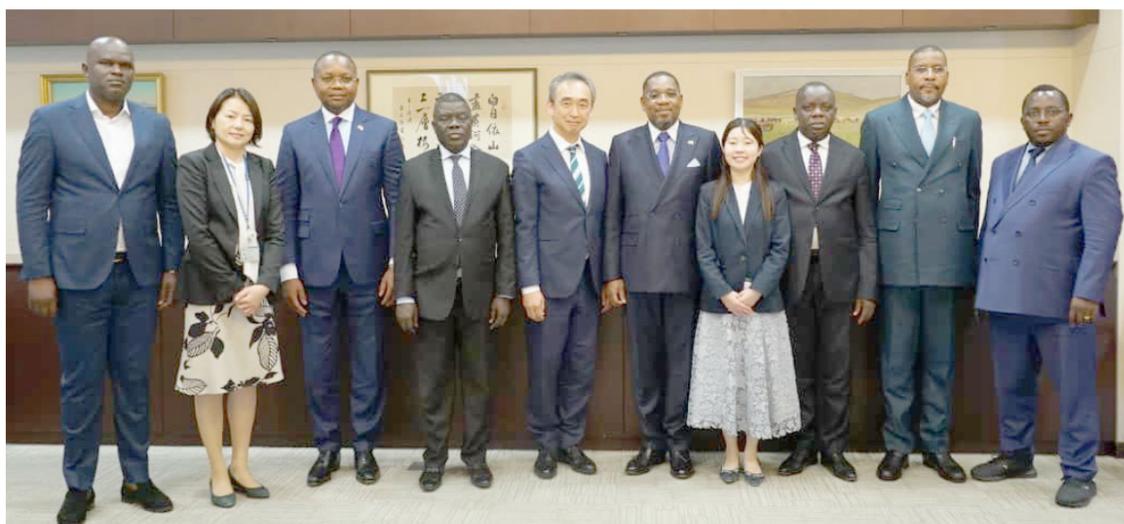
COOPÉRATION

Consolider les relations entre le Congo et la Jica

Le ministre congolais de l'Assainissement urbain, du Développement local et de l'Entretien routier, Juste Désiré Mondelé, et le vice-président de l'Agence japonaise de coopération internationale (Jica), chargé des questions africaines, Naoki Ando, ont réaffirmé le 28 mai à Tokyo au Japon la nécessité de renforcer la coopération entre les deux pays.

Donner une nouvelle impulsion à la coopération entre le Congo et le Japon, surtout dans le domaine de l'assainissement et de l'entretien routier, tels sont entre autres objectifs de la mission de travail de Juste Désiré Mondelé dans ce pays ami du Congo. Une coopération qui ne peut être fructueuse sans l'apport de certaines institutions comme la Jica. « L'Agence japonaise de coopération internationale est de plus en plus impliquée en République du Congo. Il y a même l'ouverture imminente d'un bureau à Brazzaville. Nous avons échangé aussi sur comment renforcer cette coopération entre la Jica et la République du Congo », a expliqué le chef de la délégation congolaise.

En effet, Juste Désiré Mondelé s'est dit satisfait des échanges très enrichissants qu'il a eus avec le vice-président de la Jica avec en perspective la tenue, en août prochain, de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (Ti-



Les membres des deux délégations/DR

cad). Il s'agit d'un forum international qui se tient sous les auspices du gouvernement japonais, réunissant les pays africains, les organisations internationales, le secteur privé et la société civile pour discuter des enjeux de développement en Afrique. Le but visé étant de contribuer au développement économique et social de l'Afrique, en favorisant la collaboration entre les différents

acteurs. Un rendez-vous que la République du Congo n'entend pas manquer. « Le Congo va y participer. A l'ouverture du bureau, nous allons continuer à évoquer les questions d'assainissement, d'entretien routier et du développement local », a conclu Juste Désiré Mondelé.

Le vice-président de la Jica, chargé des questions africaines,

a, de son côté, souligné que ces échanges ont permis aux deux parties de se comprendre d'une manière plus profonde. « C'est vrai qu'il faut des financements très importants pour pouvoir mettre en œuvre un grand projet..., c'est ce qu'on s'est compris, nous nous sommes mis d'accord. Nous avons aussi parlé de l'importance des échanges urbains, d'ailleurs la visite de la

délégation congolaise à la Jica en fait partie. C'est de cette manière que nous pouvons avancer dans le futur », a rappelé Naoki Ando.

Notons que la Jica intervient dans plusieurs domaines d'actions, à savoir le développement urbain et régional ; les transports, l'énergie et les mines ; le développement du secteur privé ; la nutrition, la sécurité, la gouvernance, les finances publiques et les systèmes financiers ; la protection de l'environnement naturel, la gestion durable des ressources hydriques et l'approvisionnement en eau. Il y a aussi l'aide aux pays en développement ; les prêts d'aide publique, les dons d'aide publique au développement ; le secours d'urgence en cas de catastrophe ; le partenariat public-privé ; la coopération scientifique et technologique sur les questions mondiales ; les partenariats avec d'autres acteurs du développement ; la coopération Sud-Sud et triangulaire.

P.W.D.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

L'UDSN signe des accords avec trois universités italiennes

Trois accords de coopération dans les domaines de l'enseignement, de la recherche et de l'innovation ont été conclus, le 28 mai, à Brazzaville entre le président de l'Université Denis-Sassou- N'Guesso (UDSN), le Pr Ange Antoine Abéna, et le Pr Marco Margarita, représentant de l'Université Télématique e-Campus, le Pr Paolo Cancelli, délégué du Centre universitaire international de recherche et d'innovation ainsi que le Pr Laura Mazza pour le compte de l'institut Federformazione.

Ces accords de coopération ciblent plusieurs secteurs de formation, mais les plus prioritaires sont l'agriculture, l'intelligence artificielle ainsi que les micro-aîres pour développer et construire un futur commun en faveur des générations futures. « Notre rencontre avec le président de la République et le travail acharné que nous faisons tous les jours avec l'ambassadeur du Congo en Italie nous ont permis d'identifier les secteurs prioritaires tels que l'agriculture, l'intelligence artificielle et plusieurs micro aîres. Cet accord, c'est un point de départ. Nous avons laissé ouverts les secteurs d'activité pour qu'ensemble nous puissions construire les secteurs prometteurs pour notre jeunesse, pour nos étudiants, pour nos professeurs. Ensemble nous allons construire un chemin de synergie. L'accord est illimité, il est indéfini, parce que nous voulons ensemble bâtir ce beau pays qu'est le Congo, parce que nous



Séance de signature des accords Adiac

avons compris que la richesse du Congo est centrée sur les jeunes, et quand on travaille avec les jeunes il n'y a pas de limite », a indiqué le Pr Marco Margarita.

A la faveur de la signature de ces accords de coopération, la leçon inaugurale a été prononcée par le Pr Paolo Cancelli sur l'avenir de la démocratie, la voie de la liberté et

de la diversité. Résumant la leçon inaugurale, le Pr Ange Antoine Abéna a signifié : « Vous avez parlé de la symphonie de la diversité, des identités plurielles, du langage des valeurs partagées, de la délicatesse de la négociation, de l'éthique des données, de la transparence des intentions, de la co-construc-

tion, de la maison commune et de la nécessité d'une refonte de l'idée de la citoyenneté... Et je voudrais que les étudiants, les enseignants, le personnel capitalisent ce qui nous a été transmis ce matin. Je vous le dis toujours, nous sommes là pour former. C'est quoi la formation ? C'est la transmission des compétences, des connaissances, mais c'est aussi la transmission des attitudes, des comportements ».

Le ministre de l'Enseignement technique et professionnel, Ghislain Thierry Maguessa Ebomé, en sa qualité de président de la Société congolaise de philosophie, a commenté la leçon inaugurale en ces termes : « Et si l'Occident intègre désormais la diversité et la différence comme des données à partir desquelles on construit le système démocratique, nous avons avancé et nous sommes en train de donner sens à l'humanité. (...) On pensait que la culture du dia-

logue et le dialogue des cultures devaient être précédés par la culture du dialogue parce que les cultures qui n'ont pas le dialogue comme culture, outil où levier, ne peuvent pas discuter, ne peuvent pas se mettre ensemble. Construisons alors l'humanité... ».

Au terme de la signature de ces accords de coopération, les professeurs italiens et quelques membres de la partie congolaise ont été honorés par l'obtention de diplômes de doctorat honoris causa. De même, deux finalistes de l'Université Denis-Sassou-N'Guesso, notamment Anne Laure Emmanuelle Gantso, étudiante à l'institut supérieur d'architecture, urbanisme, bâtiment et travaux publics, parcours architecture, ainsi que Parfait Franck Monkala Madzou, étudiant à la faculté des sciences appliquées ont bénéficié des bourses d'études italiennes.

Fortuné Ibara

LUTTE CONTRE LE DIABÈTE

Le Lions Club Brazzaville Elite dépiste gratuitement

Le Lions Club Brazzaville Elite, en partenariat avec Leo club Brazzaville espoir et la brigade médicale congolaise, a organisé, le 28 mai au lycée de Moukoundzi Ngouaka, à Brazzaville, une vaste campagne de sensibilisation et de dépistage du diabète et de l'hypertension artérielle au profit des enseignants de ce complexe scolaire.

Les enseignants du préscolaire, primaire, collège, lycée et cadre des inspections sectorielles évoluant au sein de l'école Moukoundzi Ngouaka ont échangé avec les agents de santé afin de découvrir et prendre conscience de leur état sanitaire.

Devant les membres de la brigade médicale congolaise (une plateforme des anciens étudiants congolais formés à Cuba), les bénéficiaires de cette campagne gratuite ont posé toutes les questions liées à leur bien-être.

La campagne qui est menée de connivence avec la fraternité internationale laïque a consisté à dépister et sensibiliser les enseignants et cadres administratifs au diabète et à l'hypertension. Par la même occasion, le Lions club a fait un don de plus de cinq cents stylos avant d'éduquer les participants sur les violences de tout genre.



Les organisateurs de la campagne avec le personnel enseignant Adiac

Le proviseur de cet établissement, André Ghislain Kouhoueno, qui a reçu l'autorisation du directeur départemental, Alain Claude Dangouama, a salué l'initiative. Il a d'ailleurs souhaité

que cette opération soit également organisée, dans l'avenir, au profit des élèves. Pour lui, après neuf mois de travail et parfois de pression dans les salles de classe et dans les administrations,

il était nécessaire que le corps enseignant fasse, en quelque sorte, un bilan de santé concernant ces pathologies qui minent la société. Le responsable des œuvres à Lions Club Brazzaville Elite,

Diop Abbou, a indiqué que cette campagne ne sera pas la dernière et pourra s'intensifier dans les prochains jours. « Nous avons ciblé les enseignants des différentes écoles de ce complexe scolaire, car ces derniers sont en fin d'année scolaire et il est important qu'ils évaluent leur état. Le message est bien passé et je pense qu'ils savent désormais à quoi s'attendre au regard des résultats qu'ils ont eus. En tout cas, tout le monde a adhéré à cette opération », a-t-il indiqué.

Pour sa part, Davell Sitou, membre de cette organisation internationale et vice-président du Leo club Nancy (France) a rappelé que le Lions Club milite pour l'entraide et la lutte contre certaines maladies tout en aidant la population dans presque tous les pays du monde.

Rude Ngoma

PRÉSERVATION DES FORÊTS TROPICALES

Le Brésil salue le rôle des peuples autochtones

A l'ouverture des travaux du premier congrès mondial des peuples autochtones et des communautés locales des bassins forestiers tropicaux, le 27 mai à Brazzaville, l'ambassadeur du Brésil au Congo, Renato Soares Menezes, a souligné leur apport dans la préservation des forêts tropicales.

« Vous, peuples autochtones et communautés locales, êtes bien plus que des parties prenantes. Vous êtes des partenaires fondamentaux et des gardiens des forêts tropicales du monde. Vos connaissances profondément enracinées et votre gestion ancestrale sont essentielles à la protection de plus de la moitié des forêts restantes de la planète », a déclaré l'ambassadeur du Brésil au Congo.

« Au cours de l'année qui s'est écoulée, votre rôle a été de plus en plus reconnu au niveau international. Lors de la COP16 sur la Convention sur la diversité biologique, les parties ont adopté une décision historique établissant un organe subsidiaire permanent, consacré à l'article 8(j) et aux dispositions connexes relatives aux communautés autochtones et locales. De même, la COP16 de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification a créé des comités pour les peuples autochtones et les communautés locales, soulignant ainsi la nécessité d'une gouvernance inclusive et participative », a expliqué Renato



Soares Menezes.

C'est dans cet esprit, a-t-il poursuivi, que le Brésil, aux

L'ambassadeur du Brésil prononçant son discours / Adiac

côtés de onze autres pays, est en train de mettre en place le « Tropical forest forever facility

», une initiative mondiale innovante qui sera lancée lors de la COP30 à Belém, au Brésil.

« Bien qu'il reste encore beaucoup à finaliser dans les mois à venir, le processus de conception stimule déjà une conversation mondiale sur la manière de valoriser véritablement la gestion des peuples autochtones et des communautés locales. Vos conseils seront essentiels pour définir la stratégie d'engagement dans la période précédant Belém », a poursuivi le diplomate Brésilien.

Selon lui, l'un des éléments clés en cours de discussion est l'engagement qu'au moins 20% des paiements forestiers reviennent aux peuples autochtones et aux communautés locales. « La reconnaissance de vos droits et de votre leadership n'est pas seulement une question de justice, elle est essentielle pour obtenir des résultats durables en matière de conservation », a insisté Renato Soares Menezes. « Historiquement, les communautés locales et les peuples autochtones n'ont reçu qu'une très faible part du financement de l'environnement. Toutefois, des

initiatives telles que le Serment de Glasgow et l'aspiration à 20% du Fonds-Cadre mondial pour la biodiversité commencent à modifier cette dynamique. Le Fonds fiduciaire pour l'environnement mondial cherche à tirer parti de cette dynamique en canalisant un soutien financier significatif et prévisible là où il est le plus efficace », a insisté l'ambassadeur.

Le diplomate brésilien a estimé que « la garantie des droits fonciers et l'autonomisation des peuples autochtones et des communautés locales font partie des stratégies les plus efficaces pour protéger les forêts tropicales et faire face aux crises du changement climatique et de la biodiversité ».

À l'approche de la COP30, Renato Soares Menezes a affirmé que la rencontre de Brazzaville est une occasion « unique » de transformer l'ambition en action, en partenariat avec ceux qui ont sauvé ces écosystèmes depuis des générations. « Guidés par votre sagesse et unis dans nos objectifs, allons de l'avant vers un avenir durable, équitable et résilient pour notre planète commune », a-t-il invité.

Yvette Reine Boro Nzaba

NÉCROLOGIE

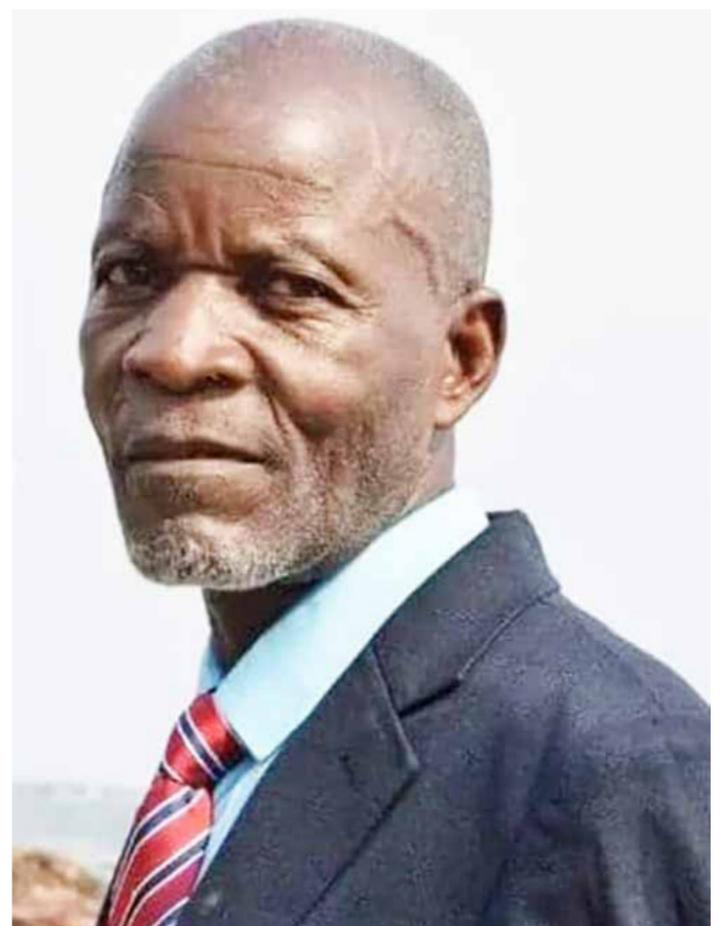
Cyriaque Brice Zoba, le lieutenant-colonel de la gendarmerie nationale Adelin Matouridi et famille ; Pélagie Nicole Diafouka Mampouya et enfants annoncent aux parents, amis et connaissances le décès de leur fils, frère et père Mesmin Degonzague Matouritidi, survenu le 23 mai à Brazzaville.

La veillée mortuaire est située au n°38, rue Loudima à Moundali.

La date et le lieu de l'inhumation seront fixés ultérieurement.



Groupe vocal «Les Anges», au centre Mesmin Degonzague Matouridi



ART CULINAIRE

La Turquie fait découvrir sa gastronomie

A l'occasion de la célébration de la Semaine culinaire de son pays, l'ambassadeur de Turquie en poste au Congo, Hilmi Ege Türemen, a organisé, le 27 mai à Brazzaville, une cérémonie de dégustation des mets turcs.

La cérémonie de dégustation de la gastronomie turque a connu la participation du secrétaire permanent du Comité interministériel de l'Action de l'Etat en mer et dans les eaux continentales, des ambassadeurs accrédités au Congo et d'autres invités de marque.

Le menu était composé de la soupe aux lentilles, de la salade bergère, du ragout de légumes et d'œufs, du dolma, des aubergines farcies, des boulettes de viande sèches, du riz pilaf, du börek au fromage, du haricot blanc à la sauce, du dessert au blanc de poulet et des boissons, notamment la limonade ou l'Ayran (mélange de yaourt et d'eau), sans oublier le thé et le café turc.

« L'objectif cette année est de vous faire découvrir les mets classiques qui constituent la pierre angulaire de la cuisine turque. Les classiques de la cuisine turque sont préparés dans toutes les régions de la Turquie à partir d'ingrédients que l'on peut facilement se procurer. Ces plats sains, nutritifs et délicieux reflètent la chaleur familiale propre au

peuple turc. Ils sont le symbole de l'amitié, de la solidarité et de l'unité, qui sont des valeurs occupant une place importante dans la culture turque », a fait savoir l'ambassadeur Hilmi Ege Türemen dans son discours prononcé à cette occasion.

« La culture culinaire profondément enracinée de la Turquie se ressent à chaque repas. Les recettes de ces plats sont des expériences et des souvenirs qui se transmettent soigneusement de génération en génération, de maître à apprenti, comme un héritage familial. Les plats sont également des porteurs de cycles saisonniers et de la sérénité que procure un repas fait maison. Ils indiquent aussi les différentes manières de se réunir, de produire ensemble, de transmettre et de partager », a ajouté le diplomate.

Les plats présentés, a-t-il expliqué, sont simples en apparence, cependant, « ils sont essentiellement le fruit d'un savoir-faire culinaire finement élaboré ».

Par ailleurs, le diplomate a rap-



Hilmi Ege Türemen délivrant son message / Adiac



Des mets turcs / Adiac

pelé l'atelier organisé récemment à Brazzaville, avec l'école de gastronomie Saint Jean-Paul II, au cours duquel les élèves ont

préparé des mets, avec le soutien du chef cuisinier de l'ambassade de Turquie. L'activité avait pour objectif l'échange d'expérience

dans le domaine de la culture culinaire avec des jeunes congolais qui suivent une formation en arts culinaires.

Dans le cadre de la Semaine de la cuisine turque, il a recommandé aux invités de visiter le site internet qui propose des recettes de plats classiques de la cuisine turque. Sur ce site internet, des recettes tirées d'un ouvrage préparé sous les auspices de la première dame de Turquie, Emine Erdogan, et intitulé « Cuisine turque avec des recettes séculaires », sont présentées avec la contribution de célèbres chefs cuisiniers. Des vidéos destinées à la pratique pour ces recettes sont également disponibles.

À travers les 261 missions diplomatiques et consulaires de la Turquie réparties dans le monde, le pays organise chaque année la Semaine de la cuisine turque, un événement culinaire international visant à faire découvrir les richesses gustatives de l'une des traditions gastronomiques les plus anciennes et les plus variées du monde.

Yvette Reine Boro Nzaba



PROJET MOSALA

SELECTION D'UN CABINET D'AUDIT FINANCIER ET COMPTABLE

DU PROJET MOSALA

Avis à Manifestation d'Intérêt

Le ministère de la Jeunesse et des Sports, de l'Éducation Civique, de la Formation qualifiante et de l'Emploi (MJSECFQE) a reçu un financement de l'Agence Française de Développement (l'AFD) et de l'Union Européenne, et a l'intention d'utiliser une partie du montant de celui-ci pour effectuer les paiements au titre du Projet de renforcement de l'adéquation formation-emploi « MOSALA ».

Les Services des Candidats auront pour objet :
• L'Audit financier, comptable, du système de contrôle interne et de la passation des marchés du projet MOSALA.

Cet Appel à Manifestation d'Intérêt s'adresse aux :

- ◀ Bureaux d'études ▶ Consultants individuels
- ◀ ONG ▶ ONG et bureau(x) d'études en Groupement

Les objectifs de l'Audit visent à s'assurer que les états financiers donnent une image fidèle des dépenses engagées et des recettes perçues, que les fonds alloués au projet ont été utilisés conformément aux dispositions des conventions de financement applicables, que les diligences LCB/FT/sanctions économiques et financières sont bien appliquées, que le système de contrôle interne permet de gérer les risques et que les marchés sont passés conformément aux dispositions applicables.

Le MJSECFQE invite les Candidats à manifester leur intérêt à fournir les Services décrits ci-dessus. Les périodes couvertes par les missions d'audit sont : les exercices budgétaires 2024, 2025, 2026 et 2027. Le montant des dépenses à auditer pour l'audit de l'exercice 2024 est de cent quatre-vingt-quinze mille et quatre cent trente-quatre euros (195 434). Le budget global du projet est de 10 303

738. La prestation de service est à effectuer à Brazzaville.

Les critères d'éligibilité à un financement de l'AFD sont spécifiés à l'Article 1.3 des « Directives pour la Passation des Marchés financés par l'AFD dans les États étrangers », disponibles en ligne sur le site internet de l'AFD : <http://www.afd.fr>.

Les Candidats ne peuvent soumettre qu'une seule candidature en leur nom propre ou en Groupement. Si un Candidat (y compris le membre d'un Groupement) soumet ou participe à plusieurs candidatures, celles-ci seront éliminées. En revanche, un même Sous-traitant peut participer à plusieurs candidatures.

Si le Candidat est constitué en Groupement, la Manifestation d'Intérêt doit inclure :

-* une copie de l'accord de Groupement conclu par l'ensemble de ses membres, ou

* une lettre d'intention de constituer un Groupement, signée par tous ses membres et accompagnée d'une copie de l'accord de Groupement proposé. En l'absence de ce document, les autres membres seront considérés comme Sous traitants.

En l'absence de ce document, les autres membres seront considérés comme Sous traitants.

Les références et qualifications des Sous-traitants ne sont pas prises en compte dans l'évaluation des candidatures.

Les Candidats intéressés doivent produire les informations démontrant qu'ils sont qualifiés et expérimentés pour réaliser les présents Services (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, dis-

ponibilité d'experts dans plusieurs domaines pertinents au regard de la nature des services, etc.). A ce titre, ils justifieront qu'ils possèdent des références de prestations récentes et similaires.

Le caractère similaire des références sera analysé en fonction :

- De l'ampleur des marchés ;
- De la nature des Services : audit financier, comptable, du système de contrôle interne et de la passation des marchés ;

-Du domaine et de l'expertise technique : capacités à mobiliser une équipe pluridisciplinaire – comptables, auditeurs, spécialiste de la passation des marchés, spécialistes des risques et du contrôle interne, etc. ;

-Du contexte géographique : expériences similaires dans la zone CEMAC.

Le Client examinera également la pertinence des Manifestations d'Intérêt au regard des critères suivants :

- Expérience générale des Candidats en audit financier, comptable, du système de contrôle interne et de la passation des marchés ;

-Expérience des Candidats en audit des projets / programmes de développement financés par des bailleurs de fonds internationaux (BAD, BM, FIDA, BID, AFD etc.) ;

-Adhésion à un organe ou un institut national de comptabilité ou d'audit qui est, lui-même, membre de la Fédération internationale des comptables (International Federation of Accountants, -IFAC) ; ou adhésion à un organe ou un institut national de comptabilité ou d'audit (dans ce cas, bien que n'étant pas membre de IFAC, l'auditeur devra démontrer qu'il peut réaliser les Services conformément aux normes de l'IFAC) ;

-Inscription à l'ordre national des experts comp-

tables du Congo ;

-Clarté, cohérence et présentation du dossier de Manifestation d'intérêt des Candidats ;

-Qualité du dispositif d'appui mis en place par les Candidats sur des prestations similaires en particulier s'agissant des compétences et disponibilités internes en matière d'appui technique apporté aux experts mobilisés dans le pays de réalisation des Services.

Le MJSECFQE invite les consultants à présenter leur candidature en vue de fournir les Services décrits ci-dessus.

Le MJSECFQE dressera une liste restreinte de six (6) Candidats maximum, présélectionnés sur la base des candidatures reçues, auxquels il adressera la Demande de Propositions pour la réalisation des Services.

Les Manifestations d'Intérêt doivent être déposées à l'adresse ci-dessous, pour le 30/06/2025 à 14H00 avec la mention : « AMI Audit projet MOSALA ».

Gymnase ELENDE à la cellule internalisée du projet RDC côté droit

Avenue des Jeux Africains
Brazzaville-CONGO,

Tel : +(242) 06 802 00 06 / +(242) 05 019 06 06,
Les Candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessus, aux heures suivantes : De 8H30 à 16H00.

Ou par courriel à l'adresse suivante : projetmosala@gmail.com.

Karine MOMBOLI
Point focal projet MOSALA

AFRIQUE

L'intelligence artificielle, levier de développement

Alors que l'intelligence artificielle (IA) redéfinit les contours de l'économie mondiale, l'Afrique a le potentiel pour se positionner comme un acteur émergent.

Riche d'une population jeune et d'une ferme volonté d'intégration technologique, le continent africain entrevoit dans l'IA une opportunité de transformation économique et sociale. Avec 200 millions d'habitants âgés de 15 à 24 ans, l'Afrique détient une des populations les plus jeunes au monde. Cette jeunesse, avide de technologies et d'innovations, représente un atout majeur pour le développement de l'IA sur le continent. Et quand on sait que l'Afrique sera d'ici à 2050 composée à plus de 50 % par les moins de 25 ans, il va de soi que les générations futures contribueront au déve-

loppement d'un secteur technologique africain compétitif », a déclaré l'entrepreneur Sidi Mohamed Kagnassi.

Pour que cette jeunesse puisse pleinement participer à cette révolution numérique, l'accès à une formation adéquate est essentiel. 10 à 12 millions de jeunes Africains entrent chaque année sur le marché du travail, alors que seulement 3 millions d'emplois formels sont disponibles. Proposer des formations diplômantes en matière d'IA et de robotique pourrait contribuer à combler ce fossé. Par ailleurs, le développement de l'IA en Afrique ne peut se faire sans une amélioration significative des infrastructures numériques. L'accès à internet, la disponi-

bilité de centres de données et la qualité des réseaux sont autant de défis à relever.

L'indispensable coopération panafricaine

Des initiatives allant dans ce sens sont déjà en cours, à l'image de l'ouverture du Centre africain de recherche sur l'IA au Congo, qui vise à promouvoir la recherche et le développement dans ce domaine. Pour que l'Afrique puisse tirer pleinement parti des opportunités offertes par l'IA, une coopération entre les pays du continent est indispensable. La mutualisation des ressources, des compétences et des financements peut accélérer le développement d'un écosystème technologique ro-

buste. L'IA offre également de nouvelles perspectives pour l'entrepreneuriat en Afrique. Des outils comme Sidetrade pour la gestion de la relation client, Phrassee pour les campagnes marketing ou Fireflies pour améliorer la productivité permettent aux entreprises de gagner en efficacité. « L'IA doit être perçue et utilisée comme un instrument stratégique, un outil pour gagner en efficacité, diminuer les coûts, améliorer l'organisation plutôt qu'une fin en soi », a souligné Sidi Mohamed Kagnassi.

Cependant, pour que l'IA profite pleinement au continent, plusieurs défis doivent être relevés : l'accès aux infrastructures numériques, pour connecter davantage la population rurale ; la forma-

tion des talents locaux, pour garantir que l'Afrique ne soit pas qu'une consommatrice de technologies, mais une créatrice d'innovations ; une régulation éthique, pour s'assurer que l'IA reflète les réalités et les valeurs africaines.

L'IA est une chance unique pour l'Afrique de prendre le leadership sur certains fronts technologiques tout en apportant des solutions adaptées aux réalités locales. Le continent se trouve à un carrefour décisif. En investissant dans l'éducation, les infrastructures et la coopération régionale, il peut non seulement rattraper son retard technologique, mais aussi devenir un leader dans le domaine de l'IA.

Noël Ndong

MOBILE MONEY

Plus de 1 100 milliards de dollars de transactions en Afrique en 2024

L'Afrique reste l'épicentre des services financiers sur mobile dans le monde. C'est ce qui ressort du document « Les services de mobile money dans le monde 2025 » du rapport du GSMA, l'association professionnelle basée à Londres qui rassemble les opérateurs mondiaux.

En 2024, le nombre de comptes enregistrés dans le monde a augmenté de 14 % et celui de comptes actifs de 11 %, crevant une nouvelle fois les plafonds. Sur les 2,1 milliards de comptes utilisateurs de mobile money enregistrés dans le monde l'année dernière, plus de 1,1 milliard le sont en Afrique subsaharienne (+19 %), un autre record. Et la proportion est la même pour les comptes actifs dont le nombre s'élève à 283 millions (+12 %), sur un total mondial de 514 millions. La plupart des nouveaux comptes proviennent d'Afrique de l'Est (32%) et d'Afrique de l'Ouest (21%), avec tous les grands opérateurs. Ces deux régions abritent respectivement 149 millions d'utilisateurs actifs (+12 %) et 97 millions (+13 %) et sont suivies par l'Afrique centrale (32 millions de comptes actifs en hausse de 13 %). Au total, 165 services différents de mobile money sont recensés par GSMA sur le continent, soit la moitié de tous les services offerts dans le monde. Du côté des évolutions technologiques, le rapport reste muet sur la 5G et sur l'in-

telligence artificielle, qui a fait toutefois l'objet d'un rapport en 2024.

En matière de transactions au plan mondial, en 2024, près de 108 milliards d'opérations (+20 %) totalisant plus de 1 680 milliards de dollars (+16 %) ont transité sur les comptes de mobile money. Et là encore, l'Afrique se taille la part du lion. Le rapport GSMA estime à 15 % la hausse des transactions en valeur sur le continent qui ont atteint un record de 1 100 milliards de dollars ! Le montant total des transferts internationaux a augmenté de 22 % pour atteindre 34 milliards de dollars, l'Afrique subsaharienne représentant la part la plus importante (70 %) de ces transferts au plan mondial. La contribution du mobile money à l'économie des pays africains disposant d'un service est passée de 150 à 190 milliards de dollars entre 2022 et 2023 (dernier chiffre estimé), pour atteindre 4,5 % de leur produit intérieur brut (PIB). Une proportion bien plus élevée que la moyenne mondiale estimée à 1,7 %. Cette contribution est supérieure à 5 % du PIB au Bé-

nin, en Côte d'Ivoire, au Ghana, en Guinée, en Guinée-Bissau, au Sénégal et au Liberia. En Afrique de l'Est, elle dépasse 5 % au Kenya, au Rwanda, en Ouganda et en Tanzanie.

Selon un autre rapport du GSMA, l'écosystème du mobile contribuerait à 7 % du PIB régional en Afrique subsaharienne en 2023, soit 140 milliards de dollars, un chiffre qui pourrait atteindre 170 milliards de dollars en 2030. Enfin, sur les enjeux en 2025 et au-delà, pour le secteur, le rapport détaille différents points : les fraudes et la cybersécurité, le risque de solvabilité et de surendettement des utilisateurs, la réglementation, l'interopérabilité des services et, au premier chef, les inégalités entre hommes et femmes dans les usages. Au Nigeria, 39 % des hommes déclarent un usage du mobile money de moins de trente jours contre seulement 20 % des femmes. Une dichotomie qui est bien moins forte au Kenya, pays pionnier sur le continent, où cette proportion respective est de 93 % contre 89 %.

N.Nd.

MOZAMBIQUE

Le projet risqué de 20 milliards de dollars de TotalEnergies

«Mozambique LNG», un projet de Total, le plus grand investissement étranger jamais réalisé en Afrique, s'apprête à renaître de ses cendres.

L'ambitieux projet gazier de TotalEnergies dans le Nord du Mozambique avait été interrompu après le carnage des Shebab, obligeant le groupe pétrolier français à geler un investissement de 20 milliards de dollars, présenté comme le plus important de l'histoire du continent africain. Censé transformer l'économie du Mozambique et le propulser comme acteur clé du marché du gaz naturel liquéfié (GNL), le projet est depuis resté en suspens, entre menaces sécuritaires et controverses judiciaires. Quatre ans après, Total s'apprête à relancer le chantier. En mars dernier, le feu vert de la banque américaine Exim pour débloquer 4,7 milliards de dollars de prêts, son plus gros engagement jamais consenti, a ravivé l'élan.

«La sécurité est désormais assurée», a déclaré le président directeur général du géant pétrolier français, Patrick Pouyanné, avec la présence de 4 000 soldats rwandais déployés dans la région. Grâce au projet de Total, l'économie du Mozambique pourrait croître jusqu'à atteindre 10% en 2028. En attendant, le pays croule sous une dette colossale héritée du scandale des «tuna bonds», une vaste affaire de corruption, et paie 81 millions de dollars d'intérêts par an. D'ici à la fin de la décennie, le Qatar et les États-Unis devraient inonder le marché mondial du GNL.

«Ajouter 30 millions de tonnes par an dans un marché déjà excédentaire fera pression sur les prix», prévient Tom Purdie, analyste chez Energy Aspects. Pour Total, comme pour le Mozambique, la stabilité reste un luxe encore très incertain. Depuis mars, la justice française enquête sur une plainte pour «homicide involontaire» et «non-assistance à personne en danger», après l'encerclement de civils piégés lors du raid de la milice djihadiste en 2021. Le projet, qui vise à transformer l'économie locale, a été suspendu en raison de tensions sécuritaires, mais la société espère reprendre les travaux d'ici à août prochain. TotalEnergies continue de croire en l'importance stratégique de ce projet pour le marché du GNL en Afrique.

N.Nd.

BAD

Le Mauritanien Sidi Ould Tah élu nouveau président

Au terme d'un « grand oral » le mercredi 28 mai 2025, au cours duquel les candidats ont présenté leur vision, défendu leur programme et tenté de convaincre, dans un échange à bâtons rompus, les 81 gouverneurs de la BAD composés essentiellement des ministres des Finances des pays membres ont porté leur choix sur le Mauritanien Sidi Ould Tah. Le nouveau président de l'institution financière panafricaine a obtenu 76,18% des voix.

Successeur du sortant, le Nigérian Akinwumi Adesina qui a occupé ce poste les dix dernières années, le nouveau président de la BAD est ancien directeur général de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA). Sidi Ould Tah fut ministre de l'Économie et des Finances de la Mauritanie entre 2008-2015. Détenteur d'un doctorat en économie obtenu à l'université de Nice Sophia Antipolis, il est aussi un cadre à la

Banque centrale de Mauritanie. Ses atouts reposent sur son expérience dans les institutions financières, solides réseaux au sein des pays du Golfe et trilingue (français, anglais, arabe).

Le processus électoral pour la présidence de la BAD a débuté en juillet 2024, avec le lancement de l'appel à candidatures. Depuis, une campagne électorale intense s'est déroulée, menée par Amadou Hott (Sénégal), Samuel Maim-



bo (Zambie), Sidi Ould Tah (Mauritanie), Bajabulile Swazi Tshabalala (Afrique du Sud) et Abbas Mahamat Tolli (Tchad).

Le vote à la double majorité
Pour être élu, deux collèges électoraux ont voté aujourd'hui jeudi 29 mai pour départager les cinq candidats en lice. Le premier collège est celui des pays membres régionaux, composé des 54 pays africains. Le second collège était composé de 27 pays non régionaux, non africains, mais actionnaires de la BAD. Parmi les plus influents sont les États-Unis (6,06 %), le Japon (5,41 %), l'Allemagne (4,12 %), le Canada (3,85 %) et la France (3,5 %).

Pour être élu, le candidat devait obtenir au moins 51 % des voix dans chacun des deux collèges. Un vote à la double majorité.

Le nouveau président de la BAD.
Guy-Gervais Kitina

Des perspectives à court terme résilientes pour l'Afrique

En dépit des contraintes économiques et politiques actuelles à l'échelle mondiale, la croissance économique de l'Afrique devrait atteindre 3,9% cette année avant de s'établir à 4% en 2026, selon le rapport annuel de la Banque africaine de développement (BAD) sur les performances et perspectives macroéconomiques du continent, présenté à Abidjan, en Côte d'Ivoire, en marge des Assemblées annuelles de cette institution.

Le rapport prévoit, pour l'Afrique du Nord, une croissance de 3,6% en 2025 et de 3,9% en 2026, soit une révision à la baisse de 0,2 point pour chacune des deux années, principalement en raison d'une baisse «potentielle» des recettes d'exportation. Malgré des incertitudes économiques mondiales, la Banque note que 21 pays africains devraient enregistrer une croissance supérieure à 5 % cette année. Parmi eux l'Éthiopie, le Niger, le Rwanda et le Sénégal qui pourraient franchir le seuil des 7 %.

La BAD souligne que les taux de croissance projetés pour l'Afrique en 2025 et 2026 devraient surpasser la moyenne mondiale ainsi que celle des autres régions, à l'exception de l'Asie émergente et en développement. « La résilience continue de l'Afrique repose sur des réformes nationales efficaces et une meilleure gestion macroéconomique », relève le document.

Toutefois, souligne la Banque, les perspectives de croissance varient considérablement selon les régions. L'Afrique de l'Est arrive en tête avec une croissance projetée de 5,9 % en 2025-2026, portée par la résilience de l'Éthiopie, du Rwanda et de la

Tanzanie. L'Afrique de l'Ouest maintient une croissance solide de 4,3 %, tirée par la mise en production de nouveaux gisements de pétrole et de gaz au Sénégal et au Niger.

S'agissant de l'Afrique centrale, la croissance devrait ralentir à 3,2 % tandis que l'Afrique australe ne progressera que de 2,2 %, sa plus grande économie, l'Afrique du Sud, ne devant enregistrer qu'une croissance de 0,8 %.

D'après le rapport, d'importants défis persistent. Quinze pays connaissent une inflation à deux chiffres, tandis que les paiements d'intérêts absorbent désormais 27,5 % des recettes publiques en Afrique, contre 19 % en 2019.

« L'Afrique doit désormais relever le défi et se tourner vers elle-même pour mobiliser les ressources nécessaires au financement de son propre développement dans les années à venir », a déclaré Kevin Urama, économiste en chef et vice-président du Groupe de la BAD, lors de la présentation des conclusions du rapport.

Par ailleurs, la performance économique du continent s'est améliorée en 2024, avec un produit intérieur brut en hausse de 3,3 %, contre 3,0 % en 2023.



Les participants de haut niveau lors de la présentation du rapport sur les « Perspectives économiques en Afrique 2025 » / DR

Une progression qui s'explique, selon l'institution panafricaine, par la vigueur des dépenses publiques et de la consommation des ménages.

Pour 2025, la Banque estime que l'environnement macroéconomique reste toutefois marqué par de nouveaux chocs survenus depuis février, notamment l'imposition par les États-Unis de nouveaux droits de douane en avril, suivie de mesures de représailles de la part de leurs partenaires commerciaux. Bien que les États-Unis aient décrété une pause de 90 jours dans l'application de ces tarifs, la BAD pense que ces mesures ont contribué à la baisse des prix des matières premières et à celle de la valeur des actifs financiers.

Un énorme potentiel de ressources nationales inexploité

Les « Perspectives économiques en Afrique 2025 » estiment qu'avec des politiques appropriées, le continent pourrait mobiliser 1 430 milliards de dollars supplémentaires de ressources nationales provenant de sources fiscales et non fiscales, uniquement grâce à des gains d'efficacité.

La rapport fait ressortir que des mesures urgentes sont nécessaires pour lutter contre les fuites de ressources, soulignant que les sorties massives de capitaux compromettent le développement du continent.

En comparaison avec les 190,7 milliards de dollars d'entrées fi-

nancières enregistrées en 2022, l'Afrique a accusé environ 587 milliards de dollars de fuites financières. Sur ce total, environ 90 milliards de dollars ont été perdus à cause de flux financiers illicites, 275 milliards supplémentaires ont été détournés par les multinationales qui transfèrent leurs bénéfices, et 148 milliards de dollars ont été perdus à cause de la corruption. « Lorsque l'Afrique allouera efficacement son propre capital (humain, naturel, fiscal, commercial et financier), les capitaux mondiaux suivront les capitaux africains pour accélérer les investissements dans les secteurs productifs du continent », précise Kevin Urama.

G.G.K.

DOCUMENT DE VOYAGE

Lancement d'un nouveau passeport biométrique

Le gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC) a annoncé, le 27 mai, l'imminence du lancement officiel du nouveau passeport congolais. « Un document de voyage sécurisé et conforme aux standards internationaux », a-t-il assuré.

Le coût du nouveau passeport est désormais de 75 USD, payables en espèces auprès d'une agence de la banque Equity BCDC, ou en ligne sur le site officiel de demande de passeport. Dans le cadre de la digitalisation des services consulaires du Programme d'action du gouvernement 2024-2028, l'initiative vise à répondre aux préoccupations majeures de la population congolaise concernant la sécurité des documents de voyage à l'étranger et la simplification de l'acquisition de ce document essentiel.

« Le lancement du nouveau passeport n'est pas une décision impulsive mais une démarche anticipée en réponse à l'évolution des normes internationales. Ce passeport répond aux exigences de la norme 39794 de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) qui est l'organisme des Nations unies ayant pour rôle d'élaborer les politiques et les normes qui permettent la standardisation du transport aéronautique international, garantissant ainsi la libre circulation de



Les spécimens des nouveaux passeports congolais/DR

nos citoyens, tout en leur offrant une sécurité maximale pour leurs données personnelles», a souligné le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, Coopération internationale et Francophonie, Thérèse Kayikwamba Wagner. Selon le communiqué de ce ministère, le nouveau passeport congolais comprend des éléments

de protection avancés contre la fraude, tout en répondant aux exigences de l'OACI. Il s'agit notamment d'une micropuce Radio Frequency Identification sans contact; et d'une page de données en polycarbonate offrant une meilleure résistance à la falsification; ainsi que des hologrammes et des filigranes rendant la contrefaçon

plus difficile. Ce passeport, a noté le ministère des Affaires étrangères, passe de 32 à 38 pages.

Coexistence avec le passeport en cours de validité

Le Gouvernement rassure, par ailleurs, que les détenteurs du passeport actuel pourront continuer à l'utiliser jusqu'à sa

date d'expiration. «Le nouveau passeport coexistera avec l'ancien jusqu'en 2030», peut-on lire dans ce communiqué. Le gouvernement congolais rassure également sur la simplification du processus d'obtention du nouveau passeport. Ce dernier étant en direct, il se fera en ligne sur le site officiel du Ministère des Affaires Étrangères, www.passeport.gouv.cd dès le 05 juin 2025. Il y a aussi des nouveaux centres de capture qui ont été mis en place à Kinshasa et sont progressivement en cours d'installation dans les chefs-lieux des provinces pour mieux servir les requérants et répondre à la forte demande du public. Le Ministère des Affaires étrangères informe, par ailleurs, la population de l'arrêt dès le 27 mai 2025, de la mise en vente des formulaires pour l'obtention du passeport actuel. Il rassure, par contre, que tous les requérants dont la demande de passeport est encore en cours seront automatiquement pris en charge afin de bénéficier du nouveau Passeport Biométrique.

Lucien Dianzenza

ETATS-UNIS

Gel de délivrance de visas étudiants

L'annonce a été faite par le vice-président Marco Rubio alors que l'administration américaine renforce son offensive visant l'université d'Harvard.

Washington veut pouvoir passer au crible les réseaux sociaux des candidats aux études supérieures aux États-Unis. Les ambassades et consulats américains ont reçu l'ordre de suspendre le traitement des visas pour les étudiants étrangers. Aucun nouveau rendez-vous ne doit être planifié, le temps que le département d'État décide de la meilleure manière de passer au crible les activités des candidats étudiants sur les réseaux sociaux. L'offensive de la Maison-Blanche contre les universités intervient à un moment difficile pour les universités et les étudiants qui préparent la prochaine rentrée académique. Elle vient aggraver un climat déjà pesant sur les campus américains, l'un des principaux champs de bataille de la croisade anti-woke de l'administration Trump.

Dans un document internet, le vice-président Marco Rubio demande aux ambassades et aux consulats de ne pas autoriser de « rendez-vous pour de nouveaux visas étudiants ou de

programmes d'échange (...) jusqu'à ce que de nouvelles directives soient données ». Le département d'État « prévoit de publier des directives sur l'examen approfondi des réseaux sociaux pour toutes les demandes de ce type ». Une suspension qui pourrait être brève, selon le document, indiquant que les ambassades recevraient de nouvelles directives « dans les prochains jours ». « L'objectif, comme l'ont déclaré le président et le secrétaire d'État (Marco) Rubio, est de s'assurer que les personnes qui sont ici comprennent ce qu'est la loi, qu'elles n'ont pas d'intentions criminelles », a justifié la porte-parole du secrétaire d'État américain, Tammy Bruce. Depuis le retour de Donald Trump à la Maison Blanche, des centaines d'étudiants étrangers ont déjà vu leurs visas supprimés, tandis que des étudiants en situation régulière ayant participé à des manifestations pro-palestiniennes ont été arrêtés et menacés d'expulsion.

Une offensive contre Harvard
Harvard est l'une des universités accusées. Donald Trump a lancé une violente offensive contre la prestigieuse université, voulant en particulier lui interdire de recevoir des étudiants étrangers. Ce qui représente 27% du total de ses effectifs. Un juge fédéral a toutefois suspendu le retrait de sa certification Sevis (Student and exchange visitor) décidée par l'administration. En attendant, Hong Kong et le Japon ont indiqué vouloir ouvrir les portes de leurs universités aux étudiants étrangers qui seraient obligés de renoncer à aller à Harvard. C'est également le cas pour la France. Le ministre français de l'Enseignement supérieur, Philippe Baptiste, s'est engagé à trouver des « solutions de repli » pour les étudiants qui avaient prévu d'étudier aux États-Unis l'an prochain et n'obtiendraient pas leur visa à la suite des mesures suspensives annoncées par l'administration Trump.

Noël Ndong

ATTEINTE À LA LIBERTÉ D'INFORMER

Un journaliste menacé à Mambasa

L'Observatoire de la liberté de la presse en Afrique (Olpa) a exprimé sa vive préoccupation après des menaces de représailles proférées contre Esdras Kaghoma, directeur de la radio communautaire Nia-Nia Amkeni, station émettant à Mambasa, territoire situé à 320 km de Bunia, chef-lieu de la province de l'Ituri.

Le journaliste Esdras Kaghoma, selon l'Olpa, a été victime, le 26 mai, de menaces proférées par le responsable local d'une structure dénommée Conseil apostolique des laïcs catholiques du Congo, Dido Mungwanangu. « Ce dernier a fait irruption au siège du média, interdisant sur son ton ferme la diffusion de toute information sur le diocèse de Wamba », a indiqué l'Observatoire dans un communiqué du 27 mai. Il serait reproché à Dido Mungwanangu d'avoir diffusé, lors du journal parlé du 23 mai, une interview de l'évêque Sosthène Ayikuli, administrateur apostolique du diocèse de Wamba. Dans cette interview, a expliqué l'Olpa, l'évêque a évoqué la crise qui prévaut au sein du diocèse depuis la nomination contestée de l'évêque Emmanuel Ngonda, originaire de la Congrégation des missionnaires d'Afrique, en janvier 2024, appelant les membres du clergé diocésain de Wamba au respect strict de leur vœu d'obéissance à la hiérarchie catholique.

La saisine des autorités compétentes

L'Olpa a indiqué que le journaliste a déposé une plainte contre le sieur Dido Mungwanangu au poste local de l'Agence nationale des renseignements. Mais, prenant au sérieux les menaces contre ce journaliste travaillant dans une zone à haut risque pour les professionnels de la presse, l'Olpa renseigne que ces dernières sont de nature à porter gravement atteinte à la liberté d'information garantie par la législation congolaise et les instruments juridiques internationaux relatifs aux droits de l'homme. L'organisation a demandé aux autorités locales de prendre toutes les précautions pour éviter le pire.

L.D.

ARTS PICTURAL ET SCULPTURAL

Rhode Makoumbou invitée au grand centre culturel de Birmingham en Angleterre

Rhode Makoumbou a bénéficié d'une proposition d'exposition avec projection de film au plus grand centre culturel de Birmingham en Angleterre, à l'issue de la soirée de projection du film « Rhode Makoumbou, une artiste au pays des grandes femmes », qui a eu lieu le week-end dernier à l'Espace Kongolya à Ixelles Matongé en Belgique. La projection de ce film qui a eu des retombées intéressantes pour l'artiste a été précédée d'une exposition mettant en exergue la célèbre artiste Rhode Makoumbou.

Réalisé par le cinéaste belge Christian Van Cutsem, le film « Rhode Makoumbou, une artiste au pays des grandes femmes » montre clairement les étapes ou mieux le processus de création des œuvres d'art de l'artiste à l'honneur, Rhode Makoumbou. Et le public venu suivre la projection de ce film artistique a compris davantage la création des œuvres de façon générale. Et l'exposition qui a eu lieu un jour auparavant a servi de témoin pour matérialiser l'image du film.

En effet, la cent-cinquante-et-unième exposition de l'artiste Rhode Makoumbou depuis qu'elle est en



Belgique, organisée par le centre culturel Kongolya, a abrité ses œuvres. Ses expositions, dont celles qui s'inscrivent dans le cadre de l'échange et du partage de ses idées, de sa démarche

artistique et même de son savoir-faire, sont des propositions de voyage à travers une partie de la culture congolaise. Cela a été donc un moment de grand partage. Les objectifs visés à

Les œuvres d'art de Rhode Makoumbou/DR

travers cette exposition ont été, entre autres, de promouvoir l'art congolais à travers le monde.

Artiste talentueuse, Rhode Makoumbou a avoué que durant la projection du film,

elle se sentait comme se sent toute personne debout en train de se faire photographier. « Je ressentais le poids du regard. Malheureusement, on ne s'habitue jamais à cela. Et pourtant tout s'est bien passé. J'ai eu un bon retour. Le public était satisfait et j'ai même eu une proposition d'exposition plus une projection de mon film en Angleterre en fin de cette année, précisément en novembre 2025, dans le plus grand centre culturel de Birmingham », s'est réjouie l'artiste après avoir décroché une juteuse exposition en Angleterre.

Bruno Zéphirin Okokana

ASIE Dominique de Marseille

Le Conseil Supérieur de la Liberté de Communication : Rôle et Impact au Congo



Suivi de

Les Grands Enjeux des Institutions de Régulation de Communication en Afrique

CÉRÉMONIE DE PRÉSENTATION ET DE DÉDICACE DU LIVRE

« LE CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA LIBERTÉ DE LA COMMUNICATION: ROLE ET IMPACT AU CONGO » ce samedi 31 mai 2025 à l'ACERAC (dans l'enceinte de la cathédrale Sacré Cœur) à 10h.

Le public est massivement invité pour un échange franc et direct avec l'auteur de l'ouvrage ASIE Dominique de Marseille, membre du Conseil Supérieur de la Liberté de Communication.

NÉCROLOGIE



Jules César Ollébi, agent des Dépêches de Brazzaville, informe les parents, amis et connaissances du décès, le 25 mai, de leur fille Caroline Issema.

La veillée mortuaire est située au n°64, rue Dahomey à Poto-Poto.

La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.

FOOTBALL

La Fécofoot fait de la valorisation des entraîneurs congolais sa priorité

La rencontre du 28 mai entre la Fédération congolaise de football (Fécofoot) et les entraîneurs nationaux détenteurs des Licences A et B CAF a permis de déterminer les critères visant à valoriser les techniciens exerçant ce noble métier.

Le plus souvent les entraîneurs congolais ne sont pas reconnus à leur juste valeur comme en témoigne le constat selon lequel la majorité des entraîneurs congolais n'ont pas de contrats avec les équipes. Pour assurer leur protection juridique, la Fécofoot a rendu la signature de contrat avec les clubs qui les engageraient obligatoire. « Les entraîneurs qui n'ont pas de contrats avec les équipes, nous n'allons pas les prendre en charge. Si vous êtes à la merci de tout le monde, dirigeants et supporters parce qu'il n'y a pas de contrats, il faut que vous repreniez conscience car vous faites un métier noble », a déclaré Jean Guy Blaise Mayolas, président de la Fécofoot.

Les entraîneurs ayant pris bonne note ont, au cours de la réunion, exposé leurs difficultés tout en demandant à la fédération de les protéger et les mettre dans les meilleures conditions. « La fédération ne peut pas vous défendre parce que vous n'avez pas de contrats », leur a-t-elle répondu.

La Fécofoot a, par ailleurs, promis revoir l'aide qu'elle apporte souvent aux entraîneurs de Ligue 1 tout en



Une vue d'entraîneurs

ajoutant cette fois-ci à la prise en charge ceux de la Ligue 2 et du football féminin. Le principe reste le même. « L'entraîneur qui n'a pas de contrat ne rentre pas dans le schéma de la fédération. »

En outre, la Fécofoot a exposé sa vision de voir un jour ces entraîneurs franchir un palier en dirigeant la sélection nationale. Pour y arriver, il faut désormais remplir les critères exigés par la Confédération africaine de football (CAF). La CAF

ayant décidé de renforcer les exigences pour devenir sélectionneur sur le continent, en imposant des critères stricts de qualifications professionnelles. Pour les sélections masculines seniors, le sélectionneur devra obligatoirement être titulaire de la licence CAF Pro. Une licence A CAF pour l'entraîneur adjoint. Pour les sélections féminines seniors, les critères sont légèrement assouplis : le sélectionneur devra être titulaire de la licence A CAF, tandis que l'as-

sistant devra posséder une licence B CAF. Pour les sélections masculines U17, U20 et U23, le sélectionneur devra posséder une licence A CAF, et son adjoint une licence B CAF. Même dans les clubs, la licence A CAF est exigée.

C'est une équation que la Fécofoot doit résoudre, car pour l'instant le Congo ne compte que deux entraîneurs ayant la licence A CAF. Les quatre autres entraîneurs qui ont manqué la dernière session à

cause de la suspension de la Fécofoot par la Fifa se rendront au Maroc au mois de septembre. Le plus dur consiste désormais à créer les conditions pour que cette formation se tienne à Brazzaville. « On travaille pour que nous ayons une première formation chez nous. Il faut plutôt qu'on arrive à organiser cette Licence A CAF ici pour que nous ayons la première promotion. Envoyer de temps en temps les entraîneurs au Maroc, on y arrivera pas », a expliqué le président de la Fécofoot. Et d'ajouter : « Quelqu'un qui a la Licence A CAF, je ne le vois pas aller faire du bénévolat. »

Le sérieux, l'éthique, la confiance en soi, la connaissance du règlement des compétitions sont les fondements sur lesquels doivent s'appuyer les entraîneurs pour mériter le respect des dirigeants. Jean Guy Blaise Mayolas a, par ailleurs, insisté sur la relance de l'Amicale des entraîneurs pour régler beaucoup de problèmes les concernant. « Cela me fait mal que les entraîneurs ne soient pas représentatifs à l'Assemblée générale de la fédération », a-t-il dit.

James Golden Eloué

PARTENARIAT

Le Port Autonome de Pointe-Noire et HAROPA PORT signent un partenariat stratégique à Paris

Dans le cadre de la visite officielle du Président de la République du Congo, Son Excellence Monsieur Denis Sassou N'Guesso, en France, le directeur général du Port Autonome de Pointe-Noire (PAPN) M. Séraphin Bhalat et M. Chris Danaradjou Directeur Général Adjoint de HAROPA PORT (Le Havre-Rouen-Paris) ont signé le 24 mai 2025, un Accord de Coopération Stratégique à Paris.

Cet Accord de Coopération annoncé lors du Business Forum organisé par le PAPN à Paris en septembre 2024, constitue une avancée majeure dans les relations de coopération entre ces deux grandes plateformes portuaires. Il porte sur : Le développement commercial grâce au renforcement des réseaux commerciaux et des flux maritimes c'est-à-dire la dynamisation des corridors logistiques entre l'Afrique centrale et l'Europe de l'Ouest; La promotion de l'innovation technologique, le partage d'expertise, à travers l'échange des meilleures pratiques en gestion portuaire, logistique et technologies maritimes; La durabilité et l'innovation à travers une collaboration sur des initiatives visant à réduire l'im-

pact environnemental des activités portuaires; Le partage d'informations avec la collaboration sur des projets visant à réduire l'empreinte carbone des activités portuaires; La formation avec le développement des compétences à travers des programmes de formation et d'échanges techniques.

Ce partenariat traduit la volonté du PAPN, sous l'impulsion des plus hautes autorités congolaises, de renforcer son intégration dans les chaînes logistiques mondiales et de consolider sa position de hub maritime régional sur la façade Atlantique africaine. « Cet accord va contribuer à renforcer les capacités des agents du Port autonome de Pointe-Noire qui vont pouvoir bénéficier de l'ex-

pertise reconnue qu'offrirait donc à partir d'aujourd'hui HAROPA (Le Havre-Rouen-Paris), le groupement d'intérêt économique » s'est réjoui Ingrid Olga Ghislaine Ebouka Babackas, ministre des transports, de l'aviation civile et de la marine marchande.

Pour Chris Danaradjou, directeur général adjoint d'HAROPA PORT « Cet accord vise à échanger sur les problématiques qui touchent l'ensemble des ports aujourd'hui en faisant optimiser la chaîne logistique, échanger sur les bonnes pratiques pour aller ensemble dans ces objectifs de fond assignés par la globalisation. C'est un accord entre deux acteurs publics désormais associés pour créer les meilleures conditions pouvant permettre de développer le trafic, le business aussi. Et donc aujourd'hui, les opérateurs économiques sont les bienvenus pour continuer à développer le flux et les investissements entre les deux ports ».

Selon Séraphin Bhalat, directeur



général du Port autonome de Pointe-Noire « La signature de cet accord ne vient que formaliser quelque chose qui existe depuis tant d'années. L'accord va permettre de booster cette dynamique qui existe déjà à travers nos collaborations et échanges. Le Port autonome de Pointe-Noire est au service du Congo et de toute la sous-région. Il est appelé à juste titre

Porte océane de l'Afrique centrale. Depuis une vingtaine d'années, il y a eu des investissements qui ont été consentis et aujourd'hui le port de Pointe-Noire a pris une certaine dimension et qui nécessite que le personnel qui travaille soit recyclé, soit formé. Et c'est pour cela, que nous avons pensé que notre partenaire HAROPA pouvait nous amener de l'expertise pour faire en sorte que le personnel qui travaille au port, les services qui sont rendus par le port le soient dans les meilleures pratiques des grands ports du monde ». La cérémonie de signature s'est déroulée en présence du Chef de l'Etat S.E.M Denis Sassou N'Guesso. Ingrid Olga Ghislaine Ebouka Babackas, ministre des transports, de l'aviation civile et de la marine marchande, les représentants des deux structures, ainsi que les acteurs institutionnels, économiques et diplomatiques ont également pris part à l'activité.



SOLUTION :
Le mot-mystère est : HURLUBERLU

G	V	D	T	D	A						
A	R	B	A	L	E	T	R	I	E	R	S
O	U	G	A	N	D	A	C	E	P		
A	S	S	I	S	E	J	A	U	N	I	
S	E	R	E	I	N	E	S	A	C		
N	I	A	R	G	O	T	O	C			
E	P	I	E	N	S	A	B	L	E		
P	R	E	T	E	R	A	P	U	E	R	
A	T	A	N	G	O	S	R				
P	E	G	R	E	T	U	L	I	P	E	
J	E	U	D	E	A	L	E	R			
R	E	M	O	U	M	O	R	U	E		
C	R	I	C	R	I	N	R	U			
S	T	A	N	D	A	R	D	T	I	R	
E	P	E	E	M	A	P	U	T	O		

B	A	N	D	I	T	E	R	E
O	N	U	L	U	T	R	I	N
N	E	I	G	E	O	U	S	T
Z	E	R	O	N	I	D	R	
E	E	M	E	U	I	R	E	
T	M	I	L	I	T	E		
T	W	E	E	D	M	N	O	
R	I	T	E	M	P	A	T	E
O	S	I	E	R	O	B	E	I
I	T	E	M	E	T	E	L	
S	R	U	S	A	R	U		
T	L	E	U	R	N	U		
B	E	T	E	L	E	M	E	T

• SOLUTION DE LA GRILLE N°77 •

5	6	7	4	9	8	1	3	2
3	1	4	6	2	5	9	8	7
2	9	8	7	3	1	6	5	4
7	4	2	5	8	6	3	1	9
8	3	9	2	1	7	4	6	5
1	5	6	9	4	3	7	2	8
6	7	1	8	5	4	2	9	3
9	8	3	1	7	2	5	4	6
4	2	5	3	6	9	8	7	1

• SOLUTION DE LA GRILLE N°93 •

3	9	6	8	2	4	7	1	5
5	8	4	1	7	6	3	9	2
1	7	2	9	3	5	8	4	6
6	2	7	3	4	8	9	5	1
8	1	9	7	5	2	6	3	4
4	5	3	6	1	9	2	7	8
7	3	5	2	8	1	4	6	9
9	4	8	5	6	3	1	2	7
2	6	1	4	9	7	5	8	3

MOTS CASÉS 10X13 - N°174

2 LETTRES
AI - EU - IF - FI - LA - LE - LU - RI - SE

3 LETTRES
AIR - CAR - CIA - ERG - HIC - LED - LES - NID - PAT - SUD

4 LETTRES
ACME - ACNE - BUES - CRUE - FEVE - NAIS - UREE - USEE

5 LETTRES
ACCES - CACAO - EBENE - EIDER - EPINE - EUSSE - GESIR - ISSUS - MALTS - MOULU - OBESE - ORION - PASSA - RUBAN - SCENE - SCIEE - TERRE - UTILE - VERSE

6 LETTRES
ANIMER - PAYSAN - PHOQUE - PRIERE - SCELLE

SUDOKU • GRILLE N°95 • DIFFICILE •

9	6			7	5
8	9	4	3		
4		7	5		8
	1	6	2	5	
	5	4	7	3	
1		8	6		2
6	5	9	1		
3	8			6	7

SUDOKU • GRILLE N°104 • FACILE •

9	1			4	8
3	2	4	5	6	
		7	5		
	6	4	1	2	
	5	6	8	1	
		3	2		
8	4	5	3	9	
2	3			8	7

SUDOKU • GRILLE N°95 • DIFFICILE •

N P M U S E U M E U R R E V G
O E K O B M I B A I N U T E P
L V Y T E A A N G R O G N O N
L A S O L I R T O R P I L L E
I L T U U M R B P L A T I N E
R C E N C R A T A L E P S F M
G N O D S R T I A R E F A I O
L E M R A I N E G R E R P A I
O G A A B T O E B R F F M S X
B R N V I B I E C A I R O C A
U E Y F O S T K D C A R C O D
L I D B T R A E T U S R I H E
E V A F E S T I V A L C O O L
D R A V U B O O P R O B A N T
D U A G I N R T N E M G I P A

ALCOOL AVORTON AXIOME BARBARE BASCULE BIMBO BOBARD BUVARD COMPAS CORIACE DELTA DYNAMO ENCLAVE FARFADET FELONIE FESTIVAL FIASCO FICTION FRATRIE GENIAL GLOBULE GRILLON GROGNON HIRSUTE KYSTE MAIGRIR MUSEUM NIGAUD PETUNIA PIGMENT PLAINTIF PLATINE POLTERGEIST PROBANT ROTATION TORPILLE TOUNDRA VERRUE VERTEBRE VIERGE YOURTE

SUDOKU • GRILLE N°95 • DIFFICILE •

9	6			7	5
8	9	4	3		
4		7	5		8
	1	6	2	5	
	5	4	7	3	
1		8	6		2
6	5	9	1		
3	8			6	7

SUDOKU • GRILLE N°104 • FACILE •

9	1			4	8
3	2	4	5	6	
		7	5		
	6	4	1	2	
	5	6	8	1	
		3	2		
8	4	5	3	9	
2	3			8	7

PLATEAUX BATÉKÉ

Le projet carbone de TotalEnergies à l'arrêt

Lancé officiellement en novembre 2021 dans le département des Plateaux, le projet Batéké Carbon Sink (BaCaSi) de la compagnie française TotalEnergies est à l'arrêt depuis plusieurs semaines. À ce jour, seulement 12 % des 40 000 hectares d'arbres prévus ont été plantés.

L'inquiétude grandit quant à la poursuite du projet BaCaSi, qui constitue la seule plantation industrielle d'arbres financée par TotalEnergies en Afrique pour compenser ses émissions de carbone. Après près de quatre ans d'activité, le projet de plantation forestière est à l'arrêt, comme l'ont rapporté plusieurs médias. Selon ces sources, le personnel étranger qui opérait sur le site a déjà quitté le pays. La compagnie à l'origine du projet n'a pas encore communiqué à ce sujet, ni sur ses orientations futures.

Soutenu par le gouvernement congolais, le projet BaCaSi, d'une durée de trente ans, devait permettre la séquestration de 500 000 tonnes de CO₂ en moyenne par an, sur une période de vingt ans. TotalEnergies avait prévu la plantation d'une forêt de 40 000 hectares, dont 38 000 hectares destinés à devenir des puits de carbone et 2 000 hectares réservés à des activités agro-forestières. La compagnie pétrolière avait inscrit BaCaSi dans sa vision de



Autorités congolaises et TotalEnergies au lancement de BaCaSi/Adiac

contribuer à la préservation de la forêt présente dans la réserve de la Léfini et de développer de nouvelles filières forestières durables en République du Congo. Un montant de 250 millions de dollars, soit près de 150 milliards FCFA, devait être mobilisé pour ce projet écologique, avec pour

objectif d'atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050.

Les dirigeants de TotalEnergies avaient exprimé leur intention d'abord d'éviter les émissions de gaz à effet de serre en intégrant tous les aspects dès la conception des projets industriels, ensuite de réduire ces émissions

en modernisant les installations existantes et, enfin, de compenser les émissions résiduelles par le développement de solutions telles que le stockage de CO₂ et les puits de carbone naturel. Du côté gouvernemental, le projet de plantation agro-forestière de la réserve de la Léfini, signé en

mars 2021 avec la compagnie française, était considéré comme un partenariat gagnant-gagnant, celui-ci reposant sur la création d'emplois et le développement local.

Il convient de rappeler que des journalistes et des défenseurs des droits humains et de l'environnement avaient alerté sur de possibles violations du principe du consentement libre, informé et préalable. Le choix des Plateaux Batéké avait également suscité des inquiétudes, car cette région fait partie des moins étudiées d'Afrique tropicale sur les plans floristique et faunique. En effet, personne ne sait quelles seront les répercussions d'une forêt industrielle sur cet environnement. De plus, l'arbre planté, l'Acacia mangium, une espèce non indigène à croissance rapide, est connu pour son caractère potentiellement invasif, sa tendance à appauvrir la biodiversité et sa capacité à libérer des composés chimiques nuisibles aux espèces végétales locales.

Fiacre Kombo

COOPÉRATION

La directrice générale du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza reçue par le vice-ministre des Affaires étrangères russe

En séjour de travail en Russie pour participer au festival international des musées de Moscou, la directrice générale du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza, Béline Ayessa, a été reçue en marge de ce festival par le vice-ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, Mikhaïl Bogdanov Léonidovitch. Ce dernier a promis un soutien de son institution à la formation des spécialistes de ce mémorial à travers l'ambassade de la Russie au Congo sous l'égide de l'ambassadeur Ilias Iskandarov.

Béline Ayessa a mis à profit son séjour en Russie pour promouvoir l'institution culturelle et historique qu'elle dirige. C'est dans ce cadre qu'elle a été reçue par le vice-ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, Mikhaïl Bogdanov Léonidovitch, dans son cabinet de travail. A cette rencontre qui s'est soldée par des notes d'espoir dans le cadre de la coopération, la directrice générale du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza s'était accompagnée par l'ambassadeur de la République du Congo en Russie, David Madouka. Au cours de ce face-à-face, Béline Ayessa a plaidé pour un accompagnement des structures culturelles russes au mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza pour son développement. Pour sa part, le vice-ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie a exprimé sa joie de la revoir. Il s'est dit également satisfait parce qu'avec son hôte de marque, ils ont les mêmes idées. « On se connaît depuis déjà assez longtemps avec Béline. Madame la directrice générale du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza m'a reçu de façon chaleureuse et on a commencé notre amitié qui dure depuis longtemps. J'ai été

vraiment très impressionné par ma rencontre et ma connaissance avec elle. Il est convenu d'ouvrir un nouveau volet, à savoir la coopération muséale, les échanges historiques, culturels et la formation des spécialistes. Je suis très content que nous avons les mêmes idées et nous mettons en œuvre tous nos projets », a déclaré Mikhaïl Bogdanov Léonidovitch.

La directrice générale du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza a exprimé sa joie d'avoir bénéficié d'une attention particulière de la part du vice-ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie qui l'a reçue dans ses locaux administratifs. « Je suis très heureuse d'avoir de nouveau rencontré le vice-ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie. C'est un grand honneur, parce qu'à l'invitation de la Fédération de Russie, je suis venue participer à la grande conférence inter-muséum. Cela nous a permis de regarder quelles sont les possibilités d'échanges non seulement culturels mais aussi inter-musées, parce qu'il est important d'échanger et surtout d'aller à la rencontre, à la connaissance, de



Béline Ayessa échangeant avec Mikhaïl Bogdanov Léonidovitch/DR

comment fonctionnent les musées ici. J'ai donc prié le vice-ministre, comme il le fait toujours, de continuer à nous soutenir, soutenir le mémorial, l'accompagner pour qu'effectivement, nous puissions toujours gagner en épaisseur et faire qu'il soit reconnu à sa juste valeur parmi les grands lieux de mémoire, et parmi les grands musées au monde. Excellence, merci infiniment », a déclaré Béline Ayessa. Avant de quitter le siège de ce ministère, et surtout pour mar-

quer dans la mémoire ce moment d'échange empreint de respect mutuel entre ces deux passionnés de la culture, Béline Ayessa a offert à Mikhaïl Bogdanov Léonidovitch une statuette de l'ethnie Akwa de la Cuvette du Congo, symbolisant la sagesse, la dignité et la bienveillance. A titre de rappel, le vice-ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, Mikhaïl Bogdanov Léonidovitch, supervise les relations avec les pays d'Afrique et du Moyen-Orient, l'organisation de la coopération islamique et d'autres

organisations musulmanes, la coopération avec les organisations musulmanes russes, ainsi que le processus de la paix au Proche-Orient. Il est diplômé de l'Institut d'Etat des relations internationales de Moscou. Notons que c'est par l'implication et l'apport de l'ambassade de la Fédération de Russie en République du Congo que la directrice générale du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza s'est rendue à Moscou afin de participer à la grande conférence intermuséum.

Bruno Zéphirin Okokana